



**Secrétariat de la CSS du Havre**  
Xavier BAUDE  
pref-sp-havre-cabinet@seine-maritime.gouv.fr

Le Havre, le 27 mars 2025

**COMMISSION DE SUIVI DE SITE  
ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DU HAVRE ET DU HAVRE-ANTIFER  
Compte rendu de la réunion du 13 décembre 2024**

La séance de la commission de suivi de site (CSS) de la zone industrialo-portuaire du Havre et du Havre-Antifer s'est tenue à la CCI du Havre, sous la présidence de Madame Julia LE FUR, Secrétaire générale de la Sous-Préfecture du Havre.

**Préambule**

Madame LE FUR ouvre la séance et précise que Monsieur QUÉNÉHERVÉ a été nommé en Conseil des ministres Préfet de Lozère et qu'il a pris ses nouvelles fonctions le 25 novembre 2024. En attendant la nomination d'un nouveau sous-préfet, Madame LE FUR assure l'intérim. Madame LE FUR remercie les participants pour leur présence. Elle indique qu'il convient de se présenter avant chaque prise de parole afin de retracer la teneur des débats. Elle rappelle la nécessité de respecter les temps de présentation.

**1. Approbation des comptes rendus des séances du 5 septembre 2024 et du 11 octobre 2024 :**

Dans la mesure où les comptes rendus ont été diffusés tardivement, Madame LE FUR indique que les membres de la CSS ont un délai d'un mois pour transmettre leurs observations.

**2. Tableau des incidents et évènements perceptibles :**

Monsieur BAUDE précise que la liste des derniers des évènements survenus depuis la dernière CSS a été transmise aux membres de la CSS. Depuis la CSS du 11 octobre 2024, il n'y a eu que deux évènements.

Le tableau ne génère aucune question de la part des membres de la CSS.

**3. Bilan des Systèmes de Gestion de la Sécurité (SGS) :**

Présentation : Jean-Michel VILLEVAL (SYNERZIP LE Havre)

Monsieur VILLEVAL précise que les bilans Systèmes de gestion de la sécurité (SGS) de chaque site SEVESO ont été transmis aux membres de la CSS. Monsieur VILLEVAL propose donc une synthèse des bilans SGS des 17 sites SEVESO seuils hauts de la ZIP du Havre pour l'année 2023 concernant :

- les investissements ;
- les dépenses liées à la prévention des risques ;
- le programme des formations relatives à la gestion de crise, à la sécurité ;
- les principaux incidents et les évènements.

Monsieur VILLEVAL décrit à l'aide d'un graphique la fluctuation des investissements et des dépenses concourant à la prévention des risques et des pollutions. Il précise que l'année 2023 a été particulièrement fertile en matière d'investissements en raison de grands chantiers comme le remplacement de séparateurs sur le réseau d'eau pluviale pour assurer la conformité des rejets.

Monsieur VILLEVAL revient plus en détails sur le programme de formation des salariés. Il précise que différentes formations spécialisées sur le secourisme, la lutte contre les incendies, les accueils sécurité ont été organisées par les industriels. Des formations à la gestion de crise et à l'amélioration des protocoles d'alerte ont été organisées avec 168 exercices de Plan d'Opération Interne (POI) en 2023 contre 176 exercices POI en 2022. Monsieur VILLEVAL souligne que le nombre de personnes formées est constant depuis 2021.

Monsieur VILLEVAL dénombre 38 incidents en 2023. Monsieur MICHEL complète les propos en rappelant que tous les incidents ne sont pas liés à un déclenchement de POI. Il peut survenir des événements significatifs sans être pour autant qualifiés de POI.

Monsieur VILLEVAL revient sur les principales actions en cours pour 2024. Il précise notamment qu'un travail a été réalisé pour améliorer la détection incendie, ou encore pour moderniser les installations électriques.

Monsieur BRUNEAU remercie SYNERZIP LH pour la présentation de ce bilan 2023. Il note que les exercices sont réguliers, même s'ils sont moins nombreux en 2023 par rapport à 2022. Il souligne l'importance d'avoir organisé un exercice PPI de 2023, ce qui permet de se mettre en situation. Pour poursuivre les actions de terrain, Monsieur BRUNEAU souhaite que les actions de mises en situation avec les services de secours et de santé soient programmées.

Monsieur BRUNEAU revient sur les incidents et les événements significatifs. Il insiste pour que les industriels soient totalement transparents avec les services de l'État. Pour la sécurité de tous, il rappelle l'importance d'informer les services de l'État en cas d'incidents ou d'événements et de déclencher les POI, lorsque cela s'impose.

Madame LEROY souhaite comprendre pourquoi sur les cercles de dangers du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) et du Plan Particuliers d'Intervention (PPI) ne sont pas identiques. Monsieur LALLIER précise que le PPRT a pour objectif de maîtriser l'urbanisation en ayant une approche probabiliste prenant en compte la gravité et la probabilité des accidents potentiels, alors que le PPI repose sur une approche déterministe. C'est pourquoi les cercles sont différents.

#### **4. Retour d'information sur la semaine de la résilience :**

Madame LE FUR précise que le déroulé de l'ordre du jour est modifié et que SYNERZIP LH va nous présenter un bilan de la semaine de la résilience.

Monsieur VILLEVAL revient sur la journée du 28 novembre 2024 co-organisée par l'ORMES, la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville, l'Association française pour la prévention des catastrophes naturelles et technologiques et SYNERZIP LH. Il s'agissait d'une action d'accompagnement du territoire de la rive sud de l'estuaire de la Seine pour permettre aux maires de découvrir leurs obligations. Cette action comprenait un temps d'échange avec le Maire de Gonfreville-l'Orcher et Nicolas ADAM directeur du site de LUBRIZOL à Oudalle.

SYNERZIP LH a proposé aux élus de programmer des visites de sites SEVESO pour que les élus aient une meilleure appréhension des sites industriels et de leur fonctionnement. L'ORMES envisage de réaliser des actions de prévention du jeune public au cours du mois de mai 2026.

En complément, Monsieur VILLEVAL revient sur les déclarations de survols de drones. SYNERZIP LH s'est emparé de cette thématique et s'est abonné à une plateforme d'alerte. Cela permet à SYNERZIP LH de mutualiser ce service auprès des entreprises de la ZIP du Havre. Il précise qu'un travail important doit être engagé pour réduire le nombre de survols non déclarés.

Monsieur VILLEVAL décrit également le fonctionnement de ZIP'Alerte. Il s'agit d'un outil complémentaire de l'alerte financé par les industriels, soit un outil partagé avec 263 contacts. L'outil est testé tous les mois pour vérifier les coordonnées des utilisateurs. L'outil est également testé dans le cadre des exercices POI pour informer les industriels voisins d'un exercice POI en cours.

Monsieur VILLEVAL présente l'état d'avancement des plans de mise à l'abri à l'aide d'une cartographie. Il souligne qu'un travail important a été conduit pour identifier les activités en zones bleues soit 173 activités à ce jour :

- 46 PMA envoyés aux communes ;
- 97 PMA en cours d'élaboration ;
- 30 PMA non commencés.

La présentation n'appelle pas d'observation de la part des membres de la CSS.

## **5. Bilan PPRT – volet Habitat**

Présentation – Bastien GOULE (DDTM76)

Monsieur GOULE revient sur le taux d'avancement du PPRT – volet habitat au Havre. Il indique que sur 288 logements concernés par le PPRT :

- 281 diagnostics de vulnérabilités sont réalisés.
- 239 mises en protection ont été finalisées à la fin de l'année 2024.

Monsieur GOULE rappelle le volume de logements à protéger sur le territoire de la Seine-Maritime (450 logements au total) et revient sur l'avancée particulière du PPRT de la ZIP du Havre. A ce jour, 83 % des logements identifiés sur la ZIP du Havre sont désormais protégés, taux sensiblement supérieur à la moyenne nationale, estimée à environ 26 % de mise en protection.

Monsieur GOULE précise que les dépenses engagées pour le PPRT de la ZIP du Havre représentent un montant de 2,5 millions d'euros.

Depuis le début de l'opération, 70 comités techniques ont été organisés. L'accompagnement accentué des partenaires du PPRT a permis une avancée considérable de la mise en protection des résidents et dont l'efficacité est citée en exemple à l'échelle nationale. Ce taux d'avancement élevé s'explique en partie grâce à l'avance de crédit d'impôt proposé par la ville de Gonfreville-l'Orcher. Monsieur GOULE indique toutefois que quelques propriétaires ne sont pas encore entrés dans la démarche. Les 3 années supplémentaires apportées par l'article 17 de la loi de finances 2024 permettront d'engager des actions supplémentaires pour motiver les derniers résidents réfractaires.

Les membres du comité technique habitat réfléchissent d'ores-et-déjà à la mise en œuvre d'un suivi des travaux post-financement du PPRT, car certaines protections ont une courte durée de vie. Par ailleurs, Monsieur GOULE indique qu'un travail d'information est en cours avec les notaires pour transmettre les informations sur les protections réalisées aux nouveaux résidents en secteur PPRT.

Monsieur BRUNEAU remercie la DDTM76 et les membres du comité technique pour le travail réalisé et souligne le taux de réalisation de protection des logements pour la ZIP du Havre. Il souhaite que 100 % des logements soient protégés. Il rappelle que l'effort financier de la ville de Gonfreville-l'Orcher a permis de mettre aux normes les logements et de protéger les habitants.

Monsieur BRUNEAU souhaite que les équipements publics soient également intégrés au dispositif de financement du PPRT, plusieurs d'entre eux étant situés sur le territoire de Gonfreville-l'Orcher. En réponse, Monsieur GOULE précise que les articles L.515-16-2 et L.515-19 du Code de l'Environnement, qui encadrent le financement des mesures de mise en protection dans le cadre du PPRT, n'incluent malheureusement pas les équipements publics parmi les bénéficiaires de ces financements.

## **6. Bilan PPRT – volet activités économiques :**

Présentation : Xavier BAUDE (Cabinet de la sous-préfecture du Havre).

Avant la présentation, Monsieur MICHEL souhaite informer les membres de la CSS qu'un POI a été déclenché à 9h20 chez TotalEnergies Pétrochimie.

En préambule, Monsieur BAUDE excuse Madame VISTE qui ne pouvait pas se rendre disponible pour cette CSS. Monsieur BAUDE présente l'état d'avancement des mesures foncières.

Pour l'avancement des mesures foncières, Monsieur BAUDE indique que tous les biens ont été acquis par les collectivités de la ville du Havre et de Gonfreville-l'Orcher, tous les bâtiments ont été démolis et toutes les dépenses ont été engagées par les collectivités. Suite à une demande de la Mairie de Gonfreville-l'Orcher, la DREAL Normandie a répondu que les dépenses relatives aux prélèvements et à l'analyse des sols ne peuvent pas être prises en charge. En revanche, toutes les activités économiques présentes sur ce secteur ont déménagé et ont quasiment toutes été indemnisées.

Monsieur BAUDE présente l'état d'avancement de l'accord local. Il précise qu'un effort important a été réalisé en 2023 par les membres du comité technique activités économiques pour recevoir individuellement les entreprises qui n'avaient pas déposé de dossiers. L'année 2024 a permis d'accompagner chaque entreprise dans son projet d'amélioration de la protection. Cet accompagnement s'est traduit par le dépôt de dix dossiers qui sont actuellement en cours d'instruction par les services de la DREAL Normandie. A cela s'ajoute trois dossiers terminés. En revanche, un dossier n'a pas été reçu, malgré différentes relances. L'année 2025 se concentrera donc sur la finalisation des dossiers et l'accompagnement financier.

Monsieur BRUNEAU prend note que les dépenses relatives aux prélèvements et à l'analyse des sols ne peuvent pas être prises en charge. Il demande si c'est bien à la ville de Gonfreville-l'Orcher de supporter le coût de cette dépense, puisque le terrain sera restitué à HAROPA Port. Madame DOUET précise que les occupants du terrain ont effectivement transmis un diagnostic de sol à HAROPA Port. En revanche, l'autorité portuaire n'a pas demandé de diagnostic de sol complémentaire suite à la démolition des bâtiments.

Monsieur VILLEVAL précise que la société STMS a été mise en liquidation d'activité, ce qui explique pourquoi la société n'a pas déposé de dossier. Quant à la SCI Benville, il s'agit d'un gestionnaire de biens immobiliers qui ne montre pas d'intérêt à déposer de dossier.

La présentation n'appelle pas d'autre observation de la part des membres de la CSS.

## **7. Bilan déchets 2023 de SEDIBEX**

Présentation : Gaëtan DE RAUCOURT (Directeur de SEDIBEX)

Monsieur DE RAUCOURT présente l'activité de SEDIBEX. Il rappelle la localisation du site, sur la commune de Sandouville. SEDIBEX est une usine d'incinération de déchets industriels dangereux qui comprend trois lignes d'incinération. Le site est classé ICPE, SEVESO de seuil haut avec une capacité annuelle de 200 000 tonnes. Le site est en autosurveillance continue sur les rejets gazeux et aqueux. Le site produit également de l'énergie sous forme de vapeur distribuée à huit industriels de la ZIP du Havre.

A l'aide d'un schéma, Monsieur DE RAUCOURT explique le fonctionnement de l'usine. Il précise que les déchets proviennent principalement de la région Normandie et de régions voisines. L'usine traite en moyenne entre 175 000 et 190 000 tonnes de déchets chaque année. L'année 2023 est marquée par une baisse d'activité, avec seulement 133 000 tonnes réceptionnés. D'une part, il y a eu une mise en arrêt au mois d'août des 3 lignes d'incinération qui revient tous les 4 ans. D'autre part, il y a eu des

gros travaux sur la ligne 1 d'incinération, avec notamment le remplacement de la chaudière qui avait près de 50 ans.

Monsieur DE RAUCOURT revient sur le bilan déchets de l'année 2023. L'usine a produit 26 874 tonnes de déchets dont 18 779 tonnes de mâchefers.

Monsieur DE RAUCOURT rappelle que le site est en autosurveillance continue sur les rejets atmosphériques (acide chlorhydrique, oxyde d'azote, dioxyde de soufre, monoxyde de carbone, mercure, poussières) et aqueux (25 paramètres). L'industriel réalise également des contrôles périodiques sur les métaux et les différents rejets évoqués. À noter qu'en 2024, le mercure est passé en autosurveillance continue dans les rejets atmosphériques. Monsieur DE RAUCOURT présente les résultats de l'autosurveillance des rejets gazeux à l'aide d'un graphique. Il précise que le ratio des substances émises dans l'atmosphère est à moins de 25 % par rapport aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral.

Monsieur DE RAUCOURT revient sur les rejets aqueux et précise que 25 paramètres sont suivis en continu, au travers d'une mesure en continu ou d'une analyse sur des échantillons prélevés tous les 24 heures. Il précise que SEDIBEX a réalisé une campagne d'analyse sur les PFAS en 2024.

Le site est doté de trois piézomètres pour surveiller la qualité des eaux souterraines, avec des relevés réguliers. Les relevés montrent que le potentiel hydrogène (pH) des eaux souterraines varie entre 7 et 7.5.

Monsieur DE RAUCOURT indique que des relevés atmosphériques sont réalisés sur la zone industrielle avec l'aide d'ATMO Normandie. Les relevés montrent que les concentrations en dioxines et furanes baissent depuis 2019.

Monsieur DE RAUCOURT fait un point de situation sur les rejets de dioxines de SEDIBEX suite à une mise en demeure de la DREAL Normandie depuis 2022 sur ce paramètre. Il précise les études qui ont été menées depuis 2022 et les actions en cours. La campagne de mesures réalisées en 2023 montre un retour à des valeurs plus habituelles pour les jauges Owen. Puis une étude du risque sanitaire a été réalisée en 2024 pour évaluer les rejets atmosphériques. L'étude montre que les émissions de dioxines-furanes émises par SEDIBEX respectent les recommandations des autorités sanitaires, avec un coefficient de danger inférieur à 1.

Une inspection de la DREAL en octobre 2024 a permis de faire un point global sur les rejets de dioxines de SEDIBEX. Il a été acté que les essais d'injection de soufre et diminution du flux de chlore ne sont pas concluants sur les dioxines dans les rejets atmosphériques mesurés. En parallèle, SEDIBEX a avancé sur un système de refroidissement des fumées sur la ligne 1. Les essais sont en cours et les résultats sont attendus pour 2025. En outre, SEDIBEX travaille sur une évolution du système de traitement des fumées.

Madame BUDIN souhaite connaître les résultats de l'analyse PFAS. Elle souhaite également avoir des précisions sur les actions ayant permis une baisse du rejet des dioxines en 2023. Monsieur DE RAUCOURT précise qu'il y a eu des mesures sur 28 molécules PFAS demandé par l'arrêté ministériel. Les mesures montrent qu'il n'y a pas de rejet de PFAS sur ces 28 molécules. S'agissant de la baisse du rejet de dioxines, Monsieur DE RAUCOURT résume simplement les relevés effectués par ATMO Normandie.

Monsieur BARON remercie SEDIBEX pour cette présentation qui permet de voir les efforts réalisés par les industriels pour limiter les rejets de déchets. Au regard des efforts financiers de SEDIBEX pour adapter son outil de travail, Monsieur BARON demande s'il existe un organisme ou une structure qui permet de mutualiser les efforts des industriels et de réduire les coûts de recherche.

Monsieur GOSSET répond qu'il n'existe pas de fonds spéciaux pour la recherche et que le crédit d'impôts recherche est très peu utilisé. Monsieur GOSSET indique pour réduire le rejet de dioxines, il faut au préalable effectuer de nombreux prélèvements pendant 3 ou 4 mois pour faire une bonne analyse, suivi d'une analyse en laboratoire qui dure 1 mois. Il faut au total près de 5 mois pour

effectuer une analyse « exacte » et partagée avec la DREAL Normandie. Monsieur GOSSET précise que les coûts ne sont pas partagés avec d'autres industriels. Il souligne que le groupe SARP Industries, dont fait partie SEDIBEX, s'intéresse depuis 7 ans au PFAS en s'appuyant sur des crédits d'impôts recherche et sur les fonds propres de l'entreprise. Monsieur GOSSET indique que le groupe SARP Industries dépose des brevets quand cela est possible.

Monsieur BRUNEAU observe que le rejet de polluants est un sujet qui préoccupe et qui monte en puissance. Il souligne le travail et les investissements réalisés pour réduire les émissions de polluants et protéger la population. Toutefois, il relève que de nouveaux sujets émergent comme les PFAS. Monsieur BRUNEAU revient sur le financement de la recherche et le crédit d'impôts recherche. Il indique ne pas être favorable au financement de brevets avec de l'argent public pour dégager plus de profits pour les industriels. A l'instar de la ZIP de Dunkerque, Monsieur BRUNEAU souhaite qu'un observatoire de la santé environnement se concrétise pour avoir des éléments précis sur les émissions de polluants, sur les conséquences pour la population, ainsi que pour agir à la source sur les émissions de polluants, tout en préservant les industries du territoire.

Madame JOURDAN souhaite savoir ce que deviennent les déchets ultimes comme les mâchefers. Monsieur DE RAUCOURT répond que les déchets produits sont des déchets dangereux, et que malheureusement ils sont enfouis dans des centres spéciaux vers Rouen et Caen. Madame JOURDAN demande si ces centres d'enfouissement sont protégés. Monsieur DE RAUCOURT confirme que ces centres sont surveillés, notamment par la DREAL Normandie.

Madame JOURDAN souhaite également savoir quels sont les volumes de déchets émis en tonne. Monsieur DE RAUCOURT répond que le volume de NOx émis est de 37 tonnes et que les autres polluants émis sont d'une tonne en moyenne.

Enfin, Madame JOURDAN souhaite savoir si des investissements sont réalisés pour diminuer l'apport de déchets. Monsieur GOSSET prend l'exemple des émissions de CO2 dont on ne parlait pas et qui aujourd'hui devient un élément majeur. Il indique que depuis 1975, le processus de traitement de fumées n'ont pas beaucoup évolué. Il mentionne que la recherche avance et que les industriels sauront notamment produire de l'hydrogène dans les 3 ans à venir, et que les usines ne fabriqueront plus de CO2, voire elles en consommeront.

La présentation n'appelle pas d'autre observation de la part des membres de la CSS.

## **8. Conclusion :**

L'ordre du jour étant épuisé, Madame LE FUR remercie les participants à la réunion et précise le calendrier des séances pour 2025 :

- vendredi 28 mars 2025 – 9h (initialement puis reprogrammée au 4 avril 2025) ;
- vendredi 27 juin 2025 – 9h ;
- vendredi 10 octobre 2025 – 9h ;
- vendredi 12 décembre 2025 – 9h.

Madame LE FUR souhaite de bonnes fêtes de fin d'année à l'ensemble des participants.

Pour le préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale  
de la sous-préfecture du Havre,



Julia LE FUR

**Annexe n° 1 : Liste des membres de la CSS et présence des membres à la CSS du 13 décembre 2024**

Collège ADMINISTRATION				
Membres	Titulaire/ Suppléant	Prénom NOM des personnes présentes	Fonction	Présence
SOUS-PRÉFECTURE DU HAVRE	Titulaire	Mme Julia LE FUR	Secrétaire générale, sous-préfecture du Havre	Présente
		M. Xavier BAUDE	Adjoint au chef de cabinet, sous-préfecture du Havre	Présent
SIRACEDPC 76	Titulaire	Mme Tiffany WEYNACHTER	Directrice du SIRACED-PC	Excusée
	Suppléant	Mme Ludivine BLOQUEL	Cheffe du bureau de la gestion de crise et de la planification	
	Suppléant	M. Mathieu LALLIER	Chargé de planification ORSEC et des risques technologiques	Présent
ARS Normandie	Titulaire	M. Jérôme LÉBOUARD		
	Suppléant	Mme Aurélia VAN DUFFEL	Technicienne sanitaire	
	Suppléant	Mme Emmanuelle MARTIN	IES Environnement, Extérieur & Littoral	
DDETS	Titulaire	M. Philippe GARBE	UC Le Havre	
	Suppléant	M. Pascal DESILLE LEGEAY	Directeur départemental	
DDTM 76	Suppléant	Mme Laetitia KUBIAK	Chargée d'études prévention des risques technologiques	
	Titulaire	M. Bruno VERMONT	Chef du STH	
	Suppléant	M. Rémi CORGET		
	Suppléant	M. Miguel SANTIAGO	STH	
	Suppléant	M. Bastien GOULE		Présent
DREAL Normandie	Titulaire	M. Stéphane MICHEL	Chef de l'UD Le Havre	Présent
	Suppléant	Mme Nathalie VISTE	Adjointe au chef de l'UD Le Havre	Excusée
Sous-Préfecture de Lisieux (14)	Titulaire	M. Guillaume LERICOLAIS	Sous-préfet de Lisieux	
SDIS 76	Titulaire	M. Luc TACONNET		Présent
	Suppléant	M. Julien HURE		
	Suppléant	M. Sylvère PERROT		
	Suppléant	M. Didier GONDE		Présent
SDIS 14		M. Bruno BETTIOUI		Présent

Collège ELUS des COLLECTIVITÉS TERRITORIALES				
Membres	Titulaire/ Suppléant	Prénom NOM des personnes présentes	Fonction	Présence
Mairie de Gonfreville l'Orcher	Titulaire	M. Alban BRUNEAU	Maire de Gonfreville-l'Orcher	Présent
		M. Christian CHICOT		Présent
Mairie d'Harfleur	Titulaire	Mme Christine MOREL	Maire de Harfleur	
	Suppléant	M. Dominique BELLENGER	Adjoint au maire	
Mairie du Havre	Titulaire	M. Edouard PHILIPPE	Maire du Havre	
	Suppléant	Mme Marie-Laure DRONE	Adjointe au maire du Havre chargée de la sécurité	Excusée
Mairie de La Poterie-Cap d'Antifer	Titulaire	M. Cyriaque LETHUILLIER	Maire de La Poterie-Cap d'Antifer	
	Suppléant	M. Christophe BEMAC	Mairie de La Poterie-Cap d'Antifer	
Mairie d'Oudalle	Titulaire	M. Jean-Michel ARGENTIN	Maire de Oudalle	Présent
Mairie de Rogerville	Titulaire	Mme Avelyne CHIROL	Maire de Rogerville	
Mairie de Saint- Jouin-Bruneval	Titulaire	M. François AUBER	Maire de Saint-Jouin-Bruneval	
	Suppléant	M. Olivier HENRY	Adjoint au maire	Présent
Mairie de Saint- Martin-du- Manoir	Titulaire	M. Jean-Luc LEFORT	Maire de Saint-Martin-du-Manoir	
Mairie de Saint- Vigor- d'Ymonville	Titulaire	Mme Sandrine LEMOINE	Maire de Saint-Vigor-d'Ymonville	
	Suppléant	M. Jacques TETARD	1 <sup>er</sup> adjoint au Maire	
Mairie de Sandouville	Titulaire	M. Jacques DELLERIE	Maire de Sandouville	Présent
	Suppléant	M. Michel DALLONGEVILLE	Adjoint en charge de la sécurité et des travaux	
Président du conseil régional	Titulaire	M. Hubert DEJEAN de la BATIE	Vice-Président de la Région Normandie	Excusé
	Suppléant	M. Augustin BOEUF	Vice-Président du Département de la Seine-Maritime	
Président du conseil départemental	Titulaire	M. Bertrand BELLENGER	Président du conseil départemental	
	Suppléant	M. Florent SAINT MARTIN	Vice-Président du conseil départemental	
CC du pays d'Honfleur et Beuzeville	Titulaire	M. Nicolas PUBREUIL	Délégué communautaire	
	Suppléant	Mme Martine HOUSSAYE	Vice-Présidente	
Président de la CU LHSM	Titulaire	M. Hubert DEJEAN de la BATIE	Vice-Président transition énergétique et déchets	Excusé
	Suppléant	M. Jean-Pierre LEDUC	CC déchets	

Collège RIVERAINS				
Membres	Titulaire/ Suppléant	Prénom NOM des personnes présentes	Fonction	Présence
CCI du Havre	Titulaire	M. François HAAS	Membre associé	Présent
	Suppléant	M. Vincent DUBOS	Conseiller technique	
Comité du quartier des neiges	Titulaire	M. Jean-Pierre THOURET	Vice-président	
	Suppléant	Mme Mauricette TREBUTIEN	Présidente	
Eco choix	Titulaire	M. Michel BRUNO	Membre	Excusé
	Suppléant	Mme Françoise JORDAN		Présente
Ecologie pour Le Havre	Titulaire	Mme Annie LEROY	Vice-Présidente	Présente
	Suppléant	M. Xavier LEMARCIS		
Estuaire SUD	Titulaire	Mme Marie-Noelle BUDIN		Présente
	Suppléant	M. Michel AUVRAY	Vice-Président	
HAROPA Port / DT Le Havre	Titulaire	M. Emmanuel LUDOT	Directeur de la transformation de la zone industrielle du Havre	
	Suppléant	Mme Linda DOUET		Présente
Les côtes blanches	Titulaire	M. André VALIN	Membre du bureau	Présent
Maison de l'Estuaire	Titulaire	M. Martin BLANPAIN	Directeur	
	Suppléant	M. Thomas LECARPENTIER	Chargé de mission	
Oxygène Estuaire	Titulaire	M. Mickaël BARON	Président	Présent
	Suppléant	M. Frédéric GUERIN		Présent
Saint-Jouin développement durable	Titulaire	M. Guy LEMIGNOT	Président	
	Suppléant	M. Sylvain POURIER	Vice-Président	
SOS Estuaire	Titulaire	M. Arnaud LABAT	Président	Présent
	Suppléant	M. Patrice BONAY	Vice-Président	Présent
Union Locale PEEP du Havre et de sa région	Titulaire	M. Christian HUARD	Président	
	Suppléant	M. Emmanuel DIARD	Trésorier	

Collège EXPLOITANTS				
Membres	Titulaire/ Suppléant	Prénom NOM des personnes présentes	Fonction	Présence
CHANE Terminal	Titulaire	M. Cyril LEPRETRE	Directeur	
	Suppléant	Mme Virginie DESPORTES	Responsable QHSE	
CARE	Titulaire	M. Ludovic LE MAGUEROU	Directeur général	
	Suppléant	Mme Lucie GUITON	Directrice de site	
	Remplaçante	Mme DELAMOTTE		Présente
CHEVRON ORONITE	Suppléant	M. Philippe LESAGE	Directeur QHSE	
	Titulaire	M. Olivier CLAUDAUD	Directeur industriel et logistique	
CIM	Titulaire	M. Alan JEANNE	Directeur des terminaux pétroliers	Présent
	Suppléant	M. Kévin CAYROL	Responsable du département HSE	Présent
ETARES	Titulaire	M. Bruno LEBARON	Directeur général	
ETARES Environnement	Titulaire	M. Samuel LEBAIN	Directeur	
LUBRIZOL	Titulaire	M. Nicolas ADAM	Directeur	
	Suppléant	M. Mathieu PLANQUETTE	Manager conformité réglementaire	
NORGAL	Titulaire	M. Clément CAPBER		
	Suppléant	M. Guillaume LEBERTOIS	Responsable QHSE	Présent
OSILUB	Titulaire	M. Olivier NAVETTE		
	Suppléant	M. Arnaud DOSNON	Responsable de site	
SEDIBEX	Titulaire	M. Gaëtan DE RAUCOURT		Présent
	Suppléant	M. Alexandre MARTINET		
SEPP	Titulaire	M. Emmanuel HORLAVILLE	Directeur QSE	Présent
	Suppléant	M. Christophe CRAMOYAN	Directeur	
SEREP	Titulaire	M. Laurent GALLIEN	Directeur général	Présent
SHMPP	Titulaire	M. Pierre MARTINOT	Directeur	Présent
	Suppléant	Mme Emilie JEAN	Responsable QSSSE	Présente
SIBANYE- STILLWATER	Titulaire	M. Guillaume DESCAMPS	Directeur de site	Présent
	Suppléant	M. Nicolas WOLTER	Chef du département QHSE	Présent
SIGALNOR	Titulaire	M. Damien LEBAIR	Chef de centre	Présent
	Suppléant	M. Thierry BUREL	Responsable d'exploitation	
SUEZ RV VAL Estuaire	Titulaire	M. Alain MALHERE		
	Suppléant	M. Maxence DUTILLOY		
SYNTHOMER	Titulaire	M. Guillaume LEGAY	Directeur	Présent
	Suppléant	Mme Virginie DESPORTES	SHE Manager	
TOTALENERGIES Fluids	Titulaire	Mme Dominique MALLIA		Présente
	Suppléant	Mme Alexandrine CHOFFAT		
TOTALENERGIES Plateforme Normandie	Titulaire	M. David MARION	Directeur	Excusé
	Suppléant	M. Guillaume ALLIOT		Présent
YARA	Titulaire	M. Yves BAUWENS		Présent
	Suppléant	M. Rahebar BASHA		
	Remplaçant	M. Charles LEONARD		Présent

Collège SALARIÉS				
Membres	Titulaire/ Suppléant	Prénom NOM des personnes présentes	Fonction	Présence
CSSCT de ALKION TERMINAL	Titulaire	M. Jean-Luc NAAS	Membre élu	Présent
	Suppléant	M. Julien LEBLOND	Membre	
CSSCT de CHEVRON- ORONITE	Titulaire	M. Eric LE TOUZÉ	Membre élu	
	Suppléant	Mme Marie DUVAL	Membre élu	
CSE/CSSCT CIM	Titulaire			
	Suppléant	M. Samuel LEPILLER	Secrétaire	
CSE LUBRIZOL Le Havre	Titulaire	M. Bertrand BOULET	Secrétaire du CSE LUBRIZOL Le Havre	Présent
	Suppléant	M. Thierry ROLLAND	Secrétaire	
CSE/CSSCT NORGAL	Titulaire	M. Benjamin CAUMONT	Représentant	
	Suppléant	Mme Sandra WALTENER	Représentante	
CSE/CSSCT SEDIBEX	Titulaire	M. Franck VEILLON	Secrétaire	
	Suppléant	M. Laurent BARRAY		
CSE/CSSCT SIBANYE STILLWATER	Titulaire	M. Kevin KORZEMIAKIN	Secrétaire	
	Suppléant	M. Benjamin DROUILLARD	Membre	
CSE/CSSCT SYNTHOMER	Titulaire	M. Sylvain CHAPELLE	Secrétaire	
	Suppléant	M. Jérôme BAILLEUL	Membre	
CSE/CSSCT TOTALENERGIE S Fluids	Titulaire	M. Olivier VAN RUYMBEKE	Membre élu	
	Suppléant	M. Gilles RECHER	Membre élu	Présent
CSE/CSSCT TOTALENERGIE S Plateforme de Normandie	Titulaire	M. Johan SENAY	Représentant	
	Suppléant			
CSE/CSSCT YARA	Titulaire	M. Charles LEONARD	Délégué du personnel	Présent
	Suppléant	M. Yohann ROUSSEAU		
Salariés d'OSILUB	Titulaire	M. Jean-Jacques RIOU	Membre du CSE	
	Suppléant	M. Yves VIGNAUD	Membre du CSE	
Salariés de SEREP	Titulaire	M. Michael LE GOULVEN	Délégué du personnel	Présent
	Suppléant			
Salariés de SHMPP	Titulaire	M. Madgide ARRARMANE	Délégué du personnel	
	Suppléant	M. Anthony LEGROS		
UL CFDT Le Havre	Titulaire	M. Philippe FLEURY	Représentant	
UL CFTC Le Havre	Titulaire			
	Suppléant	M. Stéphane LAINÉ	Membre du conseil d'administration	
UL CGT-FO	Titulaire	M. Thierry DELPECHES	Représentant	
	Suppléant	M. Florian MARECHAL	Représentant	
UL CGT Harfleur- Tancarville	Titulaire	M. Frédéric BICHOT	Membre élu	
	Suppléant			
Union départementale CFE-CGC Le Havre	Titulaire			
	Suppléant	M. Damien CAMPION	Représentant	

<b>Collège PERSONNALITÉS QUALIFIÉES</b>				
<b>Membres</b>	<b>Titulaire/ Suppléant</b>	<b>Prénom NOM des personnes présentes</b>	<b>Fonction</b>	<b>Présence</b>
AGENCE DE L'EAU SEINE- NORMANDIE	Titulaire	M. Michel REVEILLERE	Chargé d'aide au fonctionnement – service des performances environnementales	Présent
	Suppléant	M. Mathieu BLONDEAU	Chargé d'opérations industrie	
ATMO NORMANDIE	Titulaire	M. Jérôme CORTINOVIS	Ingénieur	Présent
	Suppléant	M. Sébastien LEMEUR	Responsable du pôle exploitation des données	Présent
Député de la Seine-Maritime	Titulaire	M. Jean-Paul LECOQ	Député de Seine-Maritime	Excusé
ORMES	Titulaire	M. Pascal MALLET	Directeur adjoint	Présent
	Suppléant	M. Emmanuel BARRE		
SYNERZIP-LH	Titulaire	M. Jean-Michel VILLEVAL	Secrétaire général	Présent
	Suppléant			

<b>INVITÉS et SERVICES</b>		
<b>Membres</b>	<b>Prénom NOM des personnes présentes</b>	<b>Présence</b>
TOTALÉnergies	M. Jean-Yves CAPELLE	
	M. Antony RAULT	
	M. Thomas COURTY	
MEDEF	M. Fabrice TOURRES	Présent
CCI Seine Estuaire	Mme Sandrine CAPO	
Ville de Gonfreville l'Orcher	M. Christian CHICOT	Présent
	Mme Sandrine DAGBERT	Présente